

Questionnaire de l'Indice composite des politiques nationales

Partie A

[à remplir par les responsables publics]

I. PLAN STRATÉGIQUE

1. Votre pays a-t-il élaboré une stratégie multisectorielle pour lutter contre le VIH ?
(Les stratégies multisectorielles doivent inclure celles élaborées par les ministères énumérés sous 1.2 mais ne s'y limitent pas.)

Oui	X	Non	Sans objet (S/O)
-----	----------	-----	------------------

Période couverte : 2006 - **2010**

SI NON ou SANS OBJET, donner une brève explication

SI OUI, répondre aux questions 1.1 à 1.10 ; dans le cas contraire, passer à la question 2.

1.1 Depuis combien de temps le pays dispose-t-il d'une stratégie multisectorielle ?
Nombre d'années : **Depuis 2001, 11 ans**

1.2 Quels sont les secteurs inclus dans la stratégie multisectorielle dont les activités comportent un budget affecté à la lutte contre le VIH ?

Secteurs	Inclus dans la stratégie		Budget affecté	
Santé	Oui X	Non	Oui X	Non
Education	Oui X	Non	Oui X	Non
Emploi	Oui X	Non	Oui X	Non
Transports	Oui X	Non	Oui X	Non
Armée/Police	Oui X	Non	Oui X	Non
Femmes	Oui X	Non	Oui X	Non
Jeunes	Oui X	Non	Oui X	Non
Autres* : [Agriculture, Finances, Mines]	Oui X	Non	Oui X	Non

Tous les départements ministériels disposent chacun d'un plan assorti de budget.

* L'un quelconque des ministères suivants : Agriculture, Finances, Ressources humaines, Justice, Energie et Mines, Planification, Travaux Publics, Tourisme, Commerce et Industrie.

SI AUCUN budget n'a été affecté pour certains ou tous les secteurs ci-dessus, expliquer quel financement on utilise pour assurer la mise en oeuvre de leurs activités axées sur le VIH :

1.3 La stratégie multisectorielle tient-elle compte des populations cibles, des milieux et des questions transversales ci-dessous ?

Populations cibles	
---------------------------	--

a. Femmes et filles	a. Oui X	Non
b. Jeunes femmes/jeunes hommes	b. Oui X	Non
c. Consommateurs de drogues injectables	c. Oui	Non X
d. Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	d. Oui X	Non
e. Professionnel(les)s du sexe	e. Oui X	Non
f. Orphelins et autres enfants vulnérables	f. Oui X	Non
g. Autres sous-populations vulnérables* (les routiers, coxeurs, aides familiales, vendeuses ambulantes)	g. Oui X	Non
Milieux	h. Oui X	Non
h. Lieu de travail	i. Oui X	Non
i. Ecoles	j. Oui X	Non
j. Prisons		
Questions transversales	k. Oui X	Non
k. VIH et pauvreté	l. Oui X	Non
l. Protections des droits de la personne	m. Oui X	Non
m. Participation des personnes vivant avec le VIH	n. Oui X	Non
n. Lutte contre la stigmatisation et la discrimination	o. Oui X	Non
o. Autonomisation des femmes et/ou égalité des sexes		

1.4 Les populations cibles ont-elles été recensées au moyen d'une évaluation des besoins ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, quand cette évaluation des besoins a-t-elle été menée ?

Année : **2005**

* Les sous-populations autres que les consommateurs de drogues injectables, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les professionnel(le)s du sexe qui ont été recensées au niveau local comme étant confrontées à un risque élevé de transmission du VIH (p. ex., les clients des professionnel(le)s du sexe, les migrants transfrontaliers, les travailleurs migrants, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés, les détenus).

SI NON, expliquer comment les populations cibles ont été recensées :

1.5 Quelles sont les populations cibles recensées dans le pays aux fins des programmes de lutte contre le VIH ?

- Femmes et Filles
- Jeunes femmes / Jeunes hommes
- Professionnel(les)s du sexe
- Porteurs d'uniformes
- Travailleurs des mines
- Routiers / Transporteurs / coxeurs (intermédiaires)
- Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
- Orphelins et autres enfants vulnérables
- Travailleurs migrants
- aides familiales
- vendeuses ambulantes

- Populations déplacées
- Hommes ayant des rapports avec les Hommes

1.6 La stratégie multisectorielle inclut-elle un plan opérationnel ?

Oui X	Non
--------------	-----

1.7 La stratégie multisectorielle ou le plan opérationnel incluent-ils :

a. Des objectifs programmatiques officiels ?	Oui X	Non
b. Des objectifs ou des jalons précis ?	Oui X	Non
c. Le détail des coûts pour chaque domaine programmatique ?	Oui X	Non
d. Des indications sur les sources de financement à l'appui de la mise en oeuvre des programmes ?	Oui X	Non
e. Un cadre de suivi et d'évaluation ?	Oui X	Non

1.8 Votre pays s'est-il assuré de « l'implication et participation pleines et entières » de la société civile* à l'élaboration de la stratégie multisectorielle ?

Participation active X	Participation modérée	Pas de participation
-------------------------------	-----------------------	----------------------

SI la participation a été active, expliquer brièvement comment cela a été organisé :

Les PVVIH, les ONGs, Associations et Religieux ont été impliqués à chaque niveau aux travaux des ateliers régionaux d'analyse situationnelle, d'évaluation des besoins. Ils ont également participé à l'atelier national d'orientation et de validation du Cadre Stratégique National (CSN) et à l'adoption du CSN au niveau du HCNLS où la Société Civile est représentée pour 1/3.

SI la participation a été INEXISTANTE ou MODÉRÉE, expliquer brièvement pourquoi :

1.9 La stratégie multisectorielle a-t-elle été avalisée par la plupart des partenaires externes du développement (bilatéraux, multilatéraux) ?

Oui X	Non
--------------	-----

1.10 Les partenaires du développement externe ont-ils aligné et harmonisé leurs programmes relatifs au VIH avec la stratégie multisectorielle nationale ?

Oui, tous les partenaires	Oui, certains partenaires X	Non
---------------------------	------------------------------------	-----

SI CERTAINS ou NON, expliquer brièvement pour quels aspects il n'y a pas eu alignement/harmonisation et pourquoi :

* La société civile inclut notamment : les réseaux de personnes vivant avec le VIH, les organisations féminines, les organisations de jeunes, les organisations confessionnelles, les organisations de prise en charge du sida, les organisations communautaires, les organisations des groupes les plus affectés (notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les populations migrantes/déplacées, les détenus), les organisations de travailleurs, les organisations de droits de la personne, etc. Aux fins de l'Indice, le secteur privé fait l'objet d'une section distincte

L'élaboration du CSN a été postérieure à la mise en place des programmes de certains partenaires (bilatéraux, multilatéraux). Cependant ceux qui ont élaboré des programmes après le CSN se sont conformés à celui-ci.

2. Votre pays a-t-il intégré la lutte contre le VIH dans ses plans généraux de développement notamment : (a) Plans nationaux de développement, (b) Bilans communs de pays, Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, (c) Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, (d) Approche sectorielle ?

Oui	X	Non	S/O
-----	----------	-----	-----

2.1 **SI OUI**, dans quel(s) plan(s) de développement l'appui aux politiques de lutte contre le VIH est-il intégré ?

a. Plan national de développement	Oui	Non	S/O X
b. Bilan commun de pays, Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement	Oui X	Non	S/O
c. Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté	Oui X	Non	S/O
d. Approche sectorielle	Oui X	Non	S/O
e. Autres : <i>[insérer]</i>	Oui	Non	S/O

2.2 **SI OUI**, quels domaines liés au VIH sont-ils inclus dans un ou plusieurs de ces plans de développement ?

Domaines liés au VIH inclus dans le(s) plan(s) de développement		
Prévention du VIH	Oui X	Non
Traitement des infections opportunistes	Oui X	Non
Traitement antirétroviral	Oui X	Non
Soins et soutien (y compris la sécurité sociale ou d'autres régimes d'assurance)	Oui	Non X
Atténuation de l'impact du VIH	Oui X	Non
Réduction des inégalités <i>entre les sexes</i> en ce qui concerne la prévention et le traitement, les soins et le soutien dispensés dans le cadre de la riposte au VIH	Oui X	Non
Réduction des inégalités de <i>revenu</i> en ce qui concerne la prévention et le traitement, les soins et le soutien dispensés dans le cadre de la riposte au VIH	Oui X	Non
Réduction de la stigmatisation et de la discrimination	Oui X	Non
Autonomisation économique des femmes (notamment, accès au crédit, à la terre et à la formation professionnelle)	Oui X	Non
Autres :	Oui	Non

3. Votre pays a-t-il évalué l'impact du VIH sur son développement socioéconomique à des fins de planification ?

Oui	Non X	S/O
-----	--------------	-----

3.1 **SI OUI**, dans quelle mesure cette évaluation a-t-elle influencé les décisions concernant les allocations de ressources ?

Faible	Grand
0	5

4. Votre pays dispose-t-il d'une stratégie lui permettant d'aborder les questions relatives au VIH au sein de ses services nationaux de personnels en uniforme (à savoir, forces armées, police, forces de maintien de la paix, personnel carcéral, etc.) ?

Oui X	Non
--------------	-----

4.1 **SI OUI**, lesquels parmi les programmes ci-dessous ont-ils été mis en oeuvre au-delà de la phase pilote et atteint une partie importante des personnels en uniforme ?

Communication sur les changements de comportement	Oui X	Non
Fourniture de préservatifs	Oui X	Non
Conseil et test VIH	Oui X	Non
Services pour les infections sexuellement transmissibles	Oui X	Non
Traitement antirétroviral	Oui X	Non
Soins et soutien	Oui X	Non
Autres : <i>[insérer]</i>	Oui	Non

Si des services de conseil et test du VIH sont proposés aux personnels en uniforme, décrire brièvement l'approche adoptée en matière de conseil et test (p. ex., indiquer si le test de dépistage du VIH est volontaire ou obligatoire, etc.) :

Le test de dépistage est volontaire au niveau des forces armées et de sécurité au Mali. L'approche suit la politique nationale conformément aux normes et politiques de dépistage en vigueur au Mali.

5. Votre pays a-t-il des lois ou règlements non discriminatoires qui stipulent une protection pour les populations les plus à risque et les autres sous-populations vulnérables ?

Oui X	Non
--------------	-----

5.1 **SI OUI**, pour quelles sous-populations ?

a. Femmes	Oui X	Non
b. Jeunes	Oui X	Non
c. Consommateurs de drogues injectables	Oui X	Non
d. Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	Oui X	Non
e. Professionnel(le)s du sexe	Oui X	Non
f. Détenus	Oui X	Non
g. Migrants/populations mobiles	Oui X	Non
h. Autres : Personnes infectées ou affectée, orphelins et enfants vulnérables	Oui X	Non

SI OUI, décrire les mécanismes en place pour assurer l'application de ces lois :

Le Mali a élaboré une loi générale (Loi N°06/028 du 29 juin 2006) fixant les règles relatives à la prévention, la prise en charge et le contrôle du VIH et le SIDA) qui est à la relecture.

- **Large diffusion de la loi sous forme de brochures, d'affiches par RMAP+ et le SE-HCNLS**
- **Implication de la ligue des juristes pour le développement et droits humains des PVVIH**
- **Formation des leaders PVVIH en Droits Humains et VIH**
- **Installation des cliniques juridiques au niveau de certaines Directions Régionales de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille**

Dire brièvement dans quelle mesure ces lois sont actuellement appliquées :

6. Y a-t-il dans votre pays des lois, règlements ou politiques qui font obstacle à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien du VIH pour les populations les plus à risque ou d'autres sous-populations vulnérables ?

Oui	Non X
-----	--------------

6.1 SI OUI, pour quelles sous-populations ?

a. Femmes	Oui	Non
b. Jeunes	Oui	Non
c. Consommateurs de drogues injectables	Oui	Non
d. Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	Oui	Non
e. Professionnel(le)s du sexe	Oui	Non
f. Détenus	Oui	Non
g. Migrants/populations mobiles		
h. Autres :	Oui	Non

SI OUI, donner un bref aperçu du contenu de ces lois, règlements ou politiques :

Dire brièvement de quelles manières ils font obstacle :

7. Votre pays a-t-il donné suite à ses engagements eu égard à l'accès universel souscrits lors de la Rencontre de haut niveau sur le VIH/sida qui s'est tenue en juin 2006 ?

Oui X	Non
--------------	-----

7.1 La stratégie nationale et le budget national de la lutte contre le VIH/sida ont-ils été révisés en conséquence?

Oui X	Non
--------------	-----

7.2 Les estimations relatives à la taille des principaux groupes cibles de population ont-elles été actualisées?

Oui X	Non
--------------	-----

7.3 Existe-t-il des estimations fiables des besoins actuels et futurs des adultes et des enfants justiciables de la thérapie antirétrovirale ?

Estimations des besoins actuels et Futurs X <i>Oui à travers EPP/ Spectrum, Mai 2009</i>	Estimations des besoins actuels uniquement	Non
---	--	-----

7.4 La couverture programmatique de la lutte contre le VIH et le sida fait-elle l'objet d'un suivi ?

Oui X	Non
--------------	-----

(a) **SI OUI**, la couverture fait-elle l'objet d'un suivi par sexe (hommes, femmes) ?

Oui X	Non
--------------	-----

(b) **SI OUI**, la couverture fait-elle l'objet d'un suivi par sous-groupes de population ?

Oui X	Non
--------------	-----

Hommes, Femmes et enfants pour la prise en charge

SI OUI, pour quels groupes de population ?

Hommes, Femmes, Jeunes

Expliquer brièvement la manière dont cette information est utilisée :

L'information est utilisée dans la prise de décision, la planification et l'affectation des ressources

(c) La couverture fait-elle l'objet d'un suivi par zone géographique ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, à quels niveaux géographiques (National, régional, local)

Les 8 régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal) et le District de Bamako, les cercles et les communes.

Expliquer brièvement la manière dont cette information est utilisée :

Compilation des rapports périodiques conformément au Système National d'Information Sanitaire et transmission au niveau central / National

7.5 Votre pays a-t-il élaboré un plan de renforcement des systèmes de santé, y compris l'infrastructure, les ressources et capacités humaines, et les systèmes logistiques d'approvisionnement en médicaments ?

Oui X	Non
--------------	-----

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de planification stratégique des programmes de lutte contre le VIH en 2010 ?										
Très médiocre					Excellent					
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9 X 10
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i>										
<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite du Plan opérationnel 2007- 2010 - Poursuite du Plan de décentralisation de la prise en charge globale - Poursuite du Plan de renforcement du système d'approvisionnement en intrants et le Plan GAS - Guide sur l'extension de la prise en charge pédiatrique, - Guide sur l'extension de la couverture d'offre de service pour la réduction de la transmission mère-enfant du VIH - Guide d'utilisation de nouvelles méthodes de diagnostic pour la prise en charge rapide des enfants exposés au risque de transmission - PRODESSII prolongé et son CDMT - Plan de renforcement des Ressources Humaines - Plan d'assistance technique 										
<i>Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?</i>										
<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de ressources humaines, matérielles et logistique pour le renforcement du système de santé - Insuffisance dans le développement de la recherche opérationnelle - Absence d'identification d'un mécanisme de financement alternatif pérenne 										

II. APPUI POLITIQUE

On considère que l'appui politique est solide lorsque les représentants gouvernementaux et politiques parlent haut, fort et souvent de la question du sida, président régulièrement des réunions importantes sur ce sujet, allouent des budgets nationaux de soutien aux programmes de lutte contre le VIH et se servent judicieusement des organisations et interventions gouvernementales et de la société civile dans le but de soutenir les programmes de riposte au VIH.

1. Les hauts fonctionnaires du gouvernement parlent-ils publiquement et positivement des efforts de lutte contre le VIH devant les plus grandes instances nationales au moins deux fois par année ?

Président/Chef du gouvernement	Oui X	Non
Autre hauts fonctionnaires	Oui X	Non
Autres responsables des régions et/ou districts	Oui X	Non

2. Votre pays dispose-t-il d'un organe national de coordination multisectorielle de la lutte contre le sida (Comité national de lutte contre le sida ou organe équivalent) reconnu par la loi ?

Oui X	Non
--------------	-----

Haut Conseil National de Lutte contre le Sida (HCNLS)

SI NON, expliquer brièvement pourquoi et dire comment les programmes de lutte contre le sida sont gérés :

2.1 **SI OUI**, quand cet organisme a-t-il été créé ?

Année : **2004**

2.2 **SI OUI**, qui le préside ?

Nom : **SE Amadou Toumani TOURE**

Fonction/Titre : **Président de la République**

2.3 **SI OUI**, l'organe national de coordination multisectorielle de la lutte contre le sida :

dispose-t-il d'un mandat ?	Oui X	Non
peut-il compter sur la participation et la direction actives du gouvernement ?	Oui X	Non
a-t-il une composition prédéfinie ?	Oui X	Non
SI OUI , de combien de membres ? 48 membres		
inclut-il des représentants de la société civile ?	Oui X	Non
SI OUI , combien sont-ils ? 13 membres		
inclut-il des personnes vivant avec le VIH ?	Oui X	Non
SI OUI , combien ? 2 membres		
inclut-il le secteur privé ?	Oui X	Non
a-t-il un plan d'action ?	Oui X	Non
dispose-t-il d'un secrétariat opérationnel ? SE-HCNLS	Oui X	Non
se réunit-il au moins une fois tous les trois mois ?	Oui	Non X
examine-t-il périodiquement les décisions stratégiques qui ont été prises ?	Oui X	Non
promeut-il activement la mise en œuvre des décisions stratégiques ?	Oui X	Non
donne-t-il à la société civile l'occasion d'influer sur la prise de		

décisions ? renforce-t-il la coordination des actions des donateurs pour éviter les financements parallèles et le chevauchement des efforts de programmation et d'établissement des rapports ?	Oui X	Non
	Oui X	Non

3. Votre pays dispose-t-il d'un mécanisme qui encourage une interaction entre le Gouvernement, la société civile et le secteur privé pour mettre en oeuvre les stratégies et les programmes de lutte contre le VIH ?

Oui X	Non	S/O
--------------	-----	-----

SI OUI, décrire brièvement les principales réalisations :

- Adoption d'une déclaration de politique
- Restructuration du HCNLS (1/3 des membres sont du secteur Public, 1/3 des membres sont du secteur Privé et 1/3 des membres sont de la Société Civile)
- Elaboration du CSN et du Plan Opérationnel du CSN
- Mise en place des Structures décentralisées du HCNLS : CRLS, CCLS, CLLS ... et du SE
- Introduction du volet Sida dans le Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
- Groupe Technique National de Suivi Evaluation des programmes de lutte contre le Sida
- Forum des partenaires

Décrire brièvement les principales difficultés :

Insuffisance de personnel

Mobilité du personnel

Insuffisance dans l'application des rôles et responsabilités des différents organes

4. Quel pourcentage du budget national pour la lutte contre le VIH a été consacré à des activités réalisées par la société civile au cours de l'année écoulée ?

Pourcentage : **Non disponible**

5. Quel type d'appui le Comité national de lutte contre le sida (ou l'organe équivalent), procure-t-il aux organisations de la société civile pour la mise en oeuvre des activités relatives au VIH ?

Information sur les besoins prioritaires	Oui X	Non
Orientations techniques	Oui X	Non
Achat/distribution des médicaments et autres fournitures	Oui X	Non
Coordination avec les autres partenaires de la mise en oeuvre	Oui X	Non
Renforcement des capacités	Oui X	Non
Autres : Célébration <i>des journées de lutte contre le VIH et Sida</i>	Oui X	Non

6. Votre pays a-t-il passé en revue les politiques et les lois nationales pour déterminer s'il en existe d'incompatibles avec les politiques nationales de lutte contre le sida ?

Oui X	Non
--------------	-----

6.1 **SI OUI**, les politiques et les lois ont-elles été modifiées afin de correspondre aux politiques nationales de lutte contre le sida ?

Oui	Non X
-----	--------------

(Relecture de la loi 028 du 29 juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, prise en charge et contrôle du VIH)

SI OUI, nommer les politiques et les lois qui ont été modifiées et dire comment cela a été fait :

Nommer et décrire toute contradiction qui subsiste entre les politiques/lois et les politiques nationales de lutte contre le sida

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de *planification* stratégique des programmes de lutte contre le VIH en 2010 ?

Très médiocre

Excellent

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 **X** 10

Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009?

- Poursuite du Plan opérationnel 2007- 2010
- Poursuite du Plan de décentralisation de la prise en charge globale
- Poursuite du Plan de renforcement du système d'approvisionnement en intrants et le Plan GAS
- Guide sur l'extension de la prise en charge pédiatrique,
- Guide sur l'extension de la couverture d'offre de service pour la réduction de la transmission mère-enfant du VIH
- Guide d'utilisation de nouvelles méthodes de diagnostic pour la prise en charge rapide des enfants exposés au risque de transmission
- PRODESSII prolongé et son CDMT
- Plan de renforcement des Ressources Humaines
- Plan d'assistance technique

Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?

- Insuffisance de ressources humaines, matérielles et logistique pour le renforcement du système de santé
- Insuffisance dans le développement de la recherche opérationnelle
- Absence d'identification d'un mécanisme de financement alternatif pérenne

III. PRÉVENTION

1. Votre pays a-t-il mis au point une politique ou une stratégie de promotion de l'information, éducation et communication (IEC) sur le VIH auprès de l'ensemble de la population ?

Oui X	Non	S/O
--------------	-----	-----

1.1 **SI OUI**, quels sont les messages les plus diffusés ?

Cocher les messages faisant l'objet d'une promotion explicite

a. Pratiquer l'abstinence sexuelle	X
b. Reporter à plus tard la première expérience sexuelle	X
c. Être fidèle	X
d. Limiter le nombre de partenaires sexuels	X
e. Utiliser régulièrement des préservatifs	X
f. Adopter des pratiques sexuelles à moindre risque	X
g. Éviter le commerce du sexe	X
h. S'abstenir de consommer des drogues injectables	
i. Utiliser des aiguilles et des seringues propres participation	X
j. Combattre la violence faite aux femmes	X
k. Mieux accepter les personnes vivant avec le VIH et inviter leur	X
l. Encourager une plus grande participation des hommes aux programmes de santé reproductive	X
m. Encourager les hommes à se faire circoncire sous supervision médicale	X
n. Connaître son état sérologique VIH	X
o. Prévenir la transmission mère-enfant du VIH	X
Autres :	<i>[insérer]</i>

1.2 Au cours de l'année écoulée, votre pays a-t-il mis en oeuvre une activité ou un programme de promotion d'informations précises sur le VIH par l'intermédiaire des médias ?

Oui X	Non
--------------	-----

2. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou stratégie de promotion d'une éducation sur la santé sexuelle et reproductive abordant la question du VIH destinée aux jeunes ?

Oui X	Non	S/O
--------------	-----	-----

2.1 L'enseignement relatif au VIH fait-il partie du programme d'études dans :

les écoles primaires ?	Oui X	Non
les écoles secondaires ?	Oui X	Non
la formation des enseignants ?	Oui X	Non

2.2 Le programme d'études prévoit-il le même enseignement sur la santé sexuelle et reproductive pour les jeunes hommes et les jeunes femmes ?

Oui X	Non
--------------	-----

2.3 Votre pays dispose-t-il d'une stratégie pour communiquer aux jeunes non scolarisés des enseignements relatifs au VIH ?

Oui X	Non
--------------	-----

3. Votre pays a-t-il mis au point une politique ou une stratégie de promotion de l'information, éducation et communication et d'autres interventions de santé préventives à l'intention des sous-populations vulnérables et les plus à risque ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI NON, expliquer brièvement :

3.1 **SI OUI**, quelles populations sont-elles ciblées et quels éléments de prévention du VIH leur sont-ils dispensés par la politique/ stratégie ?

Cocher les populations et les éléments inclus dans les politiques/stratégies

	CDI *	HSH* *	Professionnel (le)s du sexe	Clients des Professionnel (le)s du sexe	Détenus	Autres populations <i>/insérer</i>
Information ciblée sur la réduction des risques et éducation relative au VIH		X	X	X	X	- Transporteurs - Personnes du secteur informel
Réduction de la stigmatisation et de la discrimination		X	X	X	X	
Promotion des préservatifs		X	X	X	X	***
Conseil et test VIH		X	X	X	X	***
Santé reproductive, y compris la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles		X	X	X	X	***
Réduction de la vulnérabilité (création de revenus, par exemple)			X			PVVIH
Thérapie de substitution Médicamenteuse						
Echange d'aiguilles et de seringues						

*** (Vendeuses ambulantes, Porteurs d'uniforme, Travailleurs des mines/ orpillage)

*CDI = consommateurs de drogues injectables

**HSH = hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts des politiques de prévention du VIH en 2010 ?

Très médiocre											Excellent										
0		1		2		3		4		5		6		7		8		9		10	

Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?

- Création de sites CDV : 260
- Elaboration des normes et politiques pour le dépistage
- Intégration des besoins de l'ensemble des acteurs dans les GAP de financement
- - Mise en œuvre de la Stratégie avancée de dépistage du VIH
- Création de sites PTME : 307
- Mise à disposition de 12 889 463 de préservatifs à tous les niveaux en 2009
- Création d'associations et de coordinations de PVVIH

Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?

- Stigmatisation
- Insuffisance dans la couverture des structures de prévention, PTME, CDV ,de sites de prise en charge
- Insuffisance de moyens financiers

4. Votre pays a-t-il recensé les besoins particuliers des programmes de prévention du VIH ?

Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
---	------------------------------

SI OUI, comment ces besoins ont-ils été déterminés ?

- Etude de la vulnérabilité des jeunes face au VIH
- Enquêtes ISBS, Surveillance Sentinelle, EDSM
- Rencontres (réunions de concertation et de planification, ateliers etc.) avec la participation de l'ensemble des acteurs des secteurs Public, Privé, Société Civile et partenaires techniques et financiers

SI NON, de quelle façon l'intensification des programmes de prévention est-elle mise en oeuvre ?

4.1 Dans quelle mesure la prévention du VIH a-t-elle été mise en oeuvre ?

Composante de la prévention du VIH	La majorité des personnes qui en ont besoin y ont accès		
Sécurité transfusionnelle	D'accord	Pas d'accord	S/O
Précautions universelles en milieu sanitaire	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prévention de la transmission mère-enfant du VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
IEC* sur la réduction des risques	D'accord	Pas d'accord	S/O
IEC* sur la réduction de la stigmatisation et de la discrimination	D'accord	Pas d'accord	S/O

Promotion des préservatifs	D'accord	Pas d'accord	S/O
Conseil et test VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Réduction des risques pour les consommateurs de drogues injectables	D'accord	Pas d'accord	S/O
Réduction des risques pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	D'accord	Pas d'accord	S/O
Réduction des risques pour les professionnel(le)s du sexe	D'accord	Pas d'accord	S/O
Services de santé reproductive y compris la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles	D'accord	Pas d'accord	S/O
Enseignement relatif au VIH en milieu scolaire pour les Jeunes	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prévention du VIH pour les jeunes non scolarisés	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prévention du VIH sur le lieu de travail	D'accord	Pas d'accord	S/O
Autres : Prévention au sein d'autres groupes à risques	D'accord	Pas d'accord	S/O

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de mise en oeuvre des programmes de prévention du VIH en 2010 ?										
Très médiocre					Excellent					
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?										
<ul style="list-style-type: none"> - Création de sites CDV : 260 - Elaboration des normes et politiques pour le dépistage - Intégration des besoins de l'ensemble des acteurs dans les GAP de financement - - Mise en œuvre de la Stratégie avancée de dépistage du VIH - Création de sites PTME : 307 - Mise à disposition de 12 889 463 de préservatifs à tous les niveaux en 2009 - Création d'associations et de coordinations de PVVIH 										
Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?										
<ul style="list-style-type: none"> - Stigmatisation - Insuffisance dans la couverture des structures de prévention, PTME, CDV et de sites de prise en charge - Insuffisance de moyens financiers 										

* IEC = Information, éducation et communication

IV. TRAITEMENT, SOINS ET SOUTIEN

1. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou stratégie de promotion de services complets de traitement, soins et soutien du VIH ? (Les services complets incluent, entre autres, le traitement, le conseil et test VIH, la prise en charge psychosociale, les soins dispensés à domicile et dans la communauté).

Oui X	Non
--------------	-----

- 1.1 **SI OUI**, les difficultés que rencontrent les femmes sont-elles prises en compte ?

Oui X	Non
--------------	-----

- 1.2 **SI OUI**, les difficultés que rencontrent les populations les plus à risque sont-elles prises en compte ?

Oui X	Non
--------------	-----

2. Le pays a-t-il recensé les besoins particuliers en services de traitement, de soins et de soutien pour le VIH ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, comment ont-ils été déterminés ?

- Etude sur la prise en charge des OEV
- Missions de suivi et de supervision
- Revues annuelles
- Rencontres (réunions de concertation et de planification, ateliers etc.) avec la participation de l'ensemble des acteurs des secteurs Public, Privé, Société Civile et partenaires techniques et financiers

SI NON, de quelle façon l'intensification des services de traitement, de soins et de soutien du VIH est-elle mise en œuvre ?

- 2.1 Dans quelle mesure les services ci-après de traitement, de soins et de soutien du VIH ont-ils été mis en œuvre ?

Services de traitement, de soins et de soutien du VIH	La majorité des personnes qui en ont besoin y ont accès		
	D'accord	Pas d'accord	S/O
Traitement antirétroviral	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins nutritionnels	D'accord	Pas d'accord	S/O
Traitement pédiatrique du sida	D'accord	Pas d'accord	S/O
Traitement des infections sexuellement transmissibles	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soutien psychosocial des personnes vivant avec le VIH et de leurs proches	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins à domicile	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins palliatifs et traitement des infections courantes liées au VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Conseil et test VIH pour les patients atteints de tuberculose	D'accord	Pas d'accord	S/O

Dépistage de la tuberculose chez les personnes infectées par le VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prophylaxie antituberculeuse chez les personnes infectées par le VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Lutte contre la tuberculose dans les services de traitement et de soins du VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prophylaxie par cotrimoxazole parmi les personnes infectées par le VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prophylaxie post-exposition (ex : exposition au VIH dans le cadre du travail, viol)	D'accord	Pas d'accord	S/O
Services de traitement du VIH sur le lieu de travail ou systèmes d'orientation-recours pour ce traitement par l'intermédiaire du lieu de travail	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins et soutien pour le VIH sur le lieu de travail (y compris aménagement des horaires de travail)	D'accord	Pas d'accord	S/O
Autres : <i>[insérer]</i>	D'accord	Pas d'accord	S/O

3. Votre pays dispose-t-il d'une politique de mise au point/d'utilisation de médicaments génériques ou d'importation parallèle de médicaments pour le VIH ?

Oui X	Non
--------------	-----

4. Votre pays a-t-il accès à des mécanismes régionaux d'achat et d'approvisionnement en produits de base essentiels tels que les antirétroviraux, les préservatifs et les médicaments de substitution ?

Oui	Non X
-----	--------------

SI OUI, de quels produits s'agit-il ? :

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de mise en oeuvre des programmes de traitement, soins et soutien du VIH en 2010 ?											
Très médiocre						Excellent					
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	X	10
Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?											
<ul style="list-style-type: none"> - Sites de Prise en charge ARV adultes: 68 - Sites de prise en charge pédiatrique : 45 - Patients sous ARV (Adultes et enfants): <ul style="list-style-type: none"> initiés : 35 563 suivis : 24 778 - Appuis à 10614 OEV 											
Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?											
<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de couverture par le laboratoire pour le suivi biologique des patients sous ARV - Mécanisme de gestion des personnes sous ARV perdues de vue - Insuffisance dans la prise en charge des OEV - Insuffisance de moyens financiers 											

5. Votre pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie qui traite des besoins supplémentaires liés au VIH des orphelins et autres enfants vulnérables ?

Oui X	Non	S/O
--------------	-----	-----

5.1 **SI OUI**, le pays utilise-t-il une définition opérationnelle pour les orphelins et les enfants vulnérables?

Oui X	Non
--------------	-----

5.2 **SI OUI**, le pays a-t-il mis au point un plan d'action national destiné expressément aux orphelins et les enfants vulnérables ?

Oui X	Non
--------------	-----

5.3 **SI OUI**, le pays a-t-il estimé le nombre d'orphelins et d'enfants vulnérables qui bénéficient des interventions en place ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, quel est le pourcentage d'orphelins et d'enfants vulnérables ayant actuellement accès à ces interventions ?

16,8% (estimation EPP/ Spectrum, Mai 2009 pour le dénominateur)

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts engagés pour répondre aux besoins liés au VIH des orphelins et des autres enfants vulnérables en 2010 ?										
Très médiocre					Excellent					
0	1	2	3	4 X	5	6	7	8	9	10
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i> <i>Elaboration du Plan national de prise en charge des OEV</i>										
Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ? <i>Insuffisance dan la prise en charge des OEV</i>										

V. SUIVI ET ÉVALUATION

1. Votre pays dispose-t-il d'un plan national unique de suivi et d'évaluation (S/E) ?

Oui X	En cours d'élaboration	Non
--------------	------------------------	-----

SI NON, décrire brièvement les difficultés :

1.1 **SI OUI**, années couvertes : **2006- 2010**

1.2 **SI OUI**, a-t-il été avalisé par les partenaires clés du suivi et de l'évaluation ?

Oui X	Non
--------------	-----

1.3 **SI OUI**, le plan de suivi et d'évaluation a-t-il été élaboré en consultation avec les représentants de la société civile, y compris les personnes vivant avec le VIH ?

Oui X	Non
--------------	-----

1.4 **SI OUI**, les partenaires les plus importants ont-ils aligné et harmonisé leurs critères en matière de suivi et d'évaluation (y compris leurs indicateurs) avec le plan national ?

Oui, tous les partenaires	Oui, la plupart des partenaires X	Oui, mais seulement quelques partenaires	Non
---------------------------	--	--	-----

Un atelier d'harmonisation a été organisé avec les parties prenantes.

SI OUI, mais seulement quelques partenaires ou SI NON, décrire brièvement les enjeux :

2. Le plan national de suivi et d'évaluation inclut-il ?

une stratégie de collecte et d'analyse des données SI OUI , couvre-t-il :	Oui X	Non
le suivi régulier des programmes	Oui X	Non
les études de comportement	Oui X	Non
la surveillance du VIH (ESD, ISBS ...)	Oui X	Non
l'évaluation/la recherche	Oui X	Non
un ensemble normalisé défini d'indicateurs	Oui X	Non
des directives sur les instruments de collecte des données	Oui X	Non
une stratégie pour évaluer la qualité des données (ex : validité, fiabilité)	Oui X	Non
une stratégie d'analyse des données	Oui X	Non
une stratégie de diffusion et d'utilisation des données	Oui x	Non

3. Le plan de suivi et d'évaluation est-il assorti d'un budget ?

Oui X	En cours d'élaboration	Non
--------------	------------------------	-----

3.1 **SI OUI**, quel pourcentage du financement total du programme VIH est-il alloué aux activités de suivi et évaluation ? **4,3%**

3.2 **SI OUI**, le financement est-il assuré *pleinement* ?

Oui	Non X
-----	--------------

SI NON, décrire brièvement les difficultés :

- insuffisance de ressources humaines qualifiées pour les activités S&E
-Insuffisance de fonds alloués au S&E

3.3 **SI OUI**, surveille-t-on les dépenses relatives au suivi et évaluation ?

Oui X	Non
--------------	-----

4. Les priorités en matière de suivi et évaluation sont-elles déterminées par un système national d'évaluation S/E ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, décrire brièvement la fréquence à laquelle l'évaluation S/E est menée et ce qu'elle comporte :

Annuelle avec la revue des programmes

SI NON, décrire brièvement comment on détermine les priorités S/E :

5. Existe-t-il une unité opérationnelle de suivi et d'évaluation ?

Oui X	En cours d'élaboration	Non
--------------	------------------------	-----

SI NON, quels sont les principaux obstacles à la création d'une unité fonctionnelle de suivi et d'évaluation ?

5.1 **SI OUI**, l'Unité nationale S/E est-elle rattachée

au Conseil national de lutte contre le sida (ou son équivalent) ?	Oui X	Non
au Ministère de la santé ?	Oui	Non
ailleurs ? <i>[insérer]</i>	Oui	Non

5.2 **SI OUI**, combien et quel type de cadres sont-ils employés par l'Unité/Département de S/E ?

Nombre d'employés permanents : 7		
Fonction : Chef Département Planification Stratégique, Suivi	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : 2004

Evaluation		
Fonction : Chargé de collecte et traitement des données	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : Mai 2008
Fonction : Chargé de collecte et traitement des données	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : Mai 2008
Fonction : Chargé de l'informatique et sites Web	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : 2006
Fonction : Chargé de Gestion Programmatique	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : 2008
Fonction : Chargé de la Cartographie	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : 2006
Fonction : Responsable des Bases de données	Plein temps X / Temps partiel ?	Depuis quand ? : 2009
Nombre d'employés temporaires : 0		

5.3 **SI OUI**, existe-t-il des mécanismes permettant de s'assurer que tous les principaux partenaires chargés de la mise en oeuvre remettent leurs données/rapports relatifs au S/E à l'Unité de S/E pour inclusion dans le système national S/E ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, décrire brièvement le mécanisme de partage des données :

Le Groupe Technique de Suivi Evaluation National (GTSEN) se réunit et procède au partage des données.

Quelles sont les principales difficultés ?

- **Difficultés de collectes de données**
- **Problèmes de financement**

6. Existe-t-il un comité ou groupe de travail national qui se réunit régulièrement pour coordonner les activités de suivi et d'évaluation ?

Non	Oui, de manière irrégulière	Oui, périodiquement X
-----	-----------------------------	------------------------------

6.1 Comprend-il des représentants de la société civile ?

Oui X	Non
--------------	-----

SI OUI, dire brièvement qui sont les représentants de la société civile et le rôle qu'ils jouent :

- Réseau Malien des Associations des Personnes vivant avec le VIH (RMAP+) : 2^{ème} vice président du GTSEN, vice président du CCM
- Groupe Pivot Santé Population (Coordination d'ONG et d'Associations) : membre du GTSEN et du CCM
- ARCADSIDA : membre du GTSEN et du CCM

Participation active aux activités de collecte, validation des données, contrôle de qualité et diffusion des informations.

7. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des données relatives au VIH ?

Oui X	Non
--------------	-----

7.1 **SI OUI**, décrire brièvement la base de données nationale et dire qui la gère

- Base de données national pour le secteur santé à la CPS/MS
- Base de données centrale multisectorielle en cours de finalisation au SE/HCNLS avec CRIS3

7.2 **SI OUI**, la base de données inclut-elle des informations sur le contenu, les populations cibles et la couverture géographique des services VIH ainsi que sur les organisations d'exécution ?

- a. Oui, pour tout ce qui précède **X**
- b. Oui, mais seulement une partie de ce qui précède
- c. Non, rien de ce qui précède

7.3 Existe-t-il un système opérationnel* d'information sur la santé ?

à l'échelon national	Oui X	Non
au niveau infranational SI OUI , à quel(s) niveau(x) ? Niveau du District	Oui X	Non

*(*qui communique régulièrement des données en provenance des services de santé, qui sont agrégées au niveau du district et envoyées au niveau national ; les données sont en outre analysées et utilisées à différents niveaux)*

8. Votre pays publie-t-il au moins une fois par an un rapport de suivi et d'évaluation sur le VIH, y compris des données de surveillance du VIH ?

Oui X	Non
--------------	-----

- **Rapport de Surveillance Sentinelle**
- **Rapport annuel du SE/HCNLS**

9. Dans quelle mesure les données de suivi et d'évaluation sont-elles utilisées

9.1 Pour l'élaboration/révision de la stratégie nationale de lutte contre le sida ?

Faible					Grande
0	1	2	3	4 X	5

Donner un exemple concret :

Elaboration des stratégies de dépistage, prise en charge et soutien

S'il y en a, quels sont principaux obstacles ?

9.2 Pour l'allocation des ressources ?

Faible					Grande
0	1	2	3	4 X	5

Donner un exemple concret :

- allocation de ressources aux programmes consacrés aux groupes à risque et de PTME ainsi que l'approvisionnement en ARV.

S'il y en a, quels sont principaux obstacles ?

- Non flexibilité des financements des partenaires

9.3 Pour l'amélioration du programme ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5
---	---	---	---	---	---

Donner un exemple concret :

- Installation des CCDV en fonction des prévalences et besoin de la population

S'il y en a, quels sont principaux obstacles ?

- Non flexibilité des financements des partenaires

10. Le développement des capacités humaines en S/E est-il prévu aux niveaux national, infranational et de la prestation des services ?

- a. Oui, à tous les niveaux **X**
- b. Oui, mais seulement pour certains niveaux
- c. Non

10.1 Une formation au suivi et à l'évaluation a-t-elle été dispensée au cours de l'année écoulée

Au niveau national ?	Oui X	Non
SI OUI , Nombre de personnes formées	[40]	
Au niveau infranational ?	Oui X	Non
SI OUI , Nombre de personnes formées :	[insérer]	
Au niveau de la prestation des services y compris la société civile ?	Oui X	Non
SI OUI , Nombre de personnes formées :	[insérer]	

10.2 Mise à part la formation, a-t-on mené d'autres activités de renforcement des capacités S/E ?

Oui x	Non
--------------	-----

SI OUI, décrire ces activités : supervisions conjointes, renforcement des capacités matérielles et financières de structures de mise en œuvre.

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de suivi et d'évaluation des programmes de riposte au VIH réalisés en 2010 ?

Très médiocre

Excellent

0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	x	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?

- élaboration du REDES

- préparation de l'audit de la qualité des données par le FM

- l'inspection du FM

- Formation sur le CRIS3

- Harmonisation des indicateurs

- Révision des outils de collecte des données,

- Révision du Manuel et procédures du Suivi / Evaluation

- Le renforcement des structures organisationnelles avec les fonctions de suivi évaluation du VIH notamment l'unité de suivi évaluation au niveau national, les Secrétariats Régionaux, l'existence du manuel de suivi évaluation national, la révision et harmonisation des indicateurs nationaux ;
- Renforcement des capacités humaines pour le suivi évaluation du VIH par des formations et la définition du plan de formation et le recrutement des chargés de suivi évaluation au niveau des Secrétariat Exécutifs Régionaux
- Au niveau du partenariat pour la coordination et gestion et évaluation, il est mis en place un groupe technique national de suivi évaluation (GTSEN) et au niveau régional GTSER. Une plateforme consultative dénommée mécanisme de coordination de suivi a été mise en place ;
- Elaboration de plans d'action annuels opérationnels budgétisés à partir du cadre national de suivi évaluation ;
- Des politiques stratégiques de plaidoyer, de communication et culture sont en cours de finalisation ;
- Le suivi systématique du VIH a été renforcé;
- Les enquêtes de surveillance, l'EDS tous les cinq ans, l'ISBS tous les trois ans, surveillance sentinelle tous les deux ans ;
- Il existe une base de donnée nationale pour le secteur santé à la CSLS/ Ministère de la Santé et une base de données multisectorielle est en cours de finalisation au SE/HCNLS avec le CRIS 3 ;
- Existence d'un manuel de supervision et d'audit des données collectées.
- Existence d'un agenda pour l'évaluation et la recherche dans le domaine du VIH ;
- Les moyens et les outils de diffusion de données ont été mis en place comme les sites web, bulletin, brochures, session du HCNLS et régionaux

Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?

- . Insuffisance d'unité de suivi évaluation dans certaines structures intervenant dans la lutte contre le VIH ;
- Insuffisance de ressources humaines et des compétences en matière de suivi évaluation ;
- Insuffisance des ressources financières allouées au S&E.
- Insuffisance dans l'appropriation des indicateurs par certains acteurs impliqués ;
- Inexistence de plan de communication sur le S&E
- Faible capacité des agents (en matière de S&E) au niveau des structures d'exécution ;
- Inexistence d'agence nationale spécialisée pour la formation de ces agents

Partie B

[à remplir par les représentants des organisations de la société civile, des organismes bilatéraux et des organisations du système des Nations Unies]

I. DROITS DE LA PERSONNE

1. Le pays dispose-t-il de lois et de règlements visant à protéger les personnes vivant avec le VIH contre la discrimination ? (y compris à la fois des dispositions générales non discriminatoires et des dispositions mentionnant spécifiquement le VIH, s'articulant autour de la scolarisation, du logement, de l'emploi, des soins de santé, etc.)

Oui	X	Non
-----	---	-----

1.1 **SI OUI**, préciser si le VIH est mentionné expressément et de quelle manière ou s'il s'agit d'une disposition non discriminatoire générale :

Decret N° 05-147/P-RM du 31 mars 2005

Loi N°06-028 du 29 juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH et le SIDA. Il est actuellement en relecture pour prendre en compte l'aspect Genre et Groupes spécifiques selon Recommandations de l'ONUSIDA

Loi sur la Santé de la Reproduction

Décret sur la confidentialité et statut

Convention sur les droits de l'Homme et des peuples

Convention sur les droits de l'Enfant

2. Le pays dispose-t-il de lois ou de règlements non discriminatoires qui stipulent des protections pour les sous-populations vulnérables ?

Oui	X	Non
-----	---	-----

2.1 **SI OUI**, pour quelles populations ?

a. Femmes	Oui X	Non
b. Jeunes	Oui X	Non
c. Consommateurs de drogues injectables	Oui X	Non
d. Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	Oui X	Non
e. Professionnel(le)s du sexe	Oui X	Non
f. Populations carcérales Détenus	Oui X	Non
g. Migrants/populations mobiles	Oui X	Non
h. Autres : [insérer] <i>Personnes infectées et affectées = OUI</i> <i>Orphelins et Enfants Vulnérables = OUI</i>	Oui	Non

SI OUI, décrire brièvement les mécanismes en place pour assurer l'application de ces lois :

Les mécanismes mis en place au niveau du pays sont essentiellement axés sur les aspects de plaidoyer, d'information et de sensibilisation à l'endroit des leaders de la société civile et des associations de PV VIH etc.

- Large diffusion de la loi sous forme de brochures, d'affiches par RMAP+ et le SE/HCNLS
- Soutien aux groupes de paroles des PVVIH,

Formation en Droits Humains § VIH:

- Leaders PVVIH,

Faire un bref commentaire sur la mesure dans laquelle ces lois sont actuellement appliquées :
-Processus de mise en place de Cellules d'Appui Conseil Juridiques auprès des Associations de PVVIH

3. Y a-t-il dans le pays des lois, des règlements ou des politiques qui font obstacle à des services efficaces de prévention, traitement, soins et soutien du VIH pour les populations les plus à risque et d'autres sous-populations vulnérables ?

Oui	Non X
-----	-------

3.1 **SI OUI**, pour quelles sous-populations ?

a. Femmes	Oui	Non
b. Jeunes	Oui	Non
c. Consommateurs de drogues injectables	Oui	Non
d. Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	Oui	Non
e. Professionnel(le)s du sexe	Oui	Non
f. Détenus	Oui	Non
g. Migrants/populations mobiles	Oui	Non
h. Autres :	[Non

SI OUI, décrire brièvement le contenu de ces lois, règlements ou politiques :

Article 27 :

Dire brièvement en quoi elles constituent des obstacles :

4. La promotion et la protection des droits de la personne sont-elles explicitement mentionnées dans toute politique ou stratégie de lutte contre le VIH ?

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, décrire brièvement la manière dont il est fait état des droits de l'homme dans cette politique ou stratégie VIH :

La loi N°06/028 du 29 juin 2006 relative à la prévention et la prise en charge du VIH et du Sida qui est en relecture.

5. Existe-t-il un mécanisme permettant d'enregistrer, de documenter et de traiter les cas de discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH, des populations les plus à risque et/ou d'autres sous populations vulnérables ?

Oui	Non X
-----	-------

SI OUI, décrire brièvement ce mécanisme :

6. Le gouvernement a-t-il, par le biais d'un appui politique et financier, favorisé la participation des populations les plus à risque et/ou d'autres sous populations vulnérables à la conception des politiques publiques et à la mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH ?

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, donner quelques exemples :

- A travers les structures de prise en charge de ces groupes vulnérables (SOUTOURA pour les Professionnelles du sexe et MSM, Création d'une Association de HSH avec l'appui de l'ONUSIDA,)
- Large diffusion ISBS avec la participation du Groupe Pivot Santé Population
- Les PVVIH sont membres du HCNLS, participent aux processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des programmes VIH (Plan Stratégique, MAP, FG,)
- PVVIH ,Présidence CCM représentant le secteur non gouvernemental
- Attribution de sièges à deux Associations de PVVIH, décoration de deux associations et de Sept PVVIH« Chevalier de l'ordre National)
- Octroi de logements sociaux aux PVVIH,
- Octroi de terrain pour construction de siège ou exploitation pour les travaux champêtres

7. Le gouvernement mène-t-il une politique de services gratuits pour :

a. les services de prévention du VIH	Oui X	Non
b. le traitement antirétroviral	Oui X	Non
c. les interventions de soins et de soutien liés au VIH	Oui X	Non

SI OUI, compte tenu des contraintes financières, décrire les mesures prises pour mettre en œuvre ces politiques et inclure des informations sur toute restriction ou obstacle à l'accès pour différentes populations :

- Gratuité des ARV : « Je veux que les médicaments aillent aux malades et non le contraire » a dit le chef de l'Etat. Cette déclaration est désormais la base de toute action en matière de Riposte contre le VIH et le SIDA
- Soins psycho sociaux financés par les bailleurs de Fonds
- La disponibilité des ARV dans les officines privées (les responsables de ces officines sont déjà formés à la dispensation).Les PVVIH vont se ravitailler dans ces officines
- Mise en place des USAC au sein des CSref
- L'intégration des CCDV dans le PMA des CSCOM

8. Le pays dispose-t-il d'une politique garantissant aux hommes et aux femmes un accès égal à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien du VIH ?

Oui X	Non
-------	-----

8.1 En particulier, le pays dispose-t-il d'une politique garantissant l'accès des femmes à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien du VIH en dehors du contexte de la grossesse et de l'accouchement ?

Oui X	Non
-------	-----

9. Le pays dispose-t-il d'une politique garantissant un accès égal des populations les plus à risque et/ou d'autres sous-populations vulnérables à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien du VIH ?

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, décrire brièvement le contenu de cette politique :

Ces populations les plus à risques se retrouvent dans la population générale avec un accent particulier pour la population carcérale, les mineurs et les majeurs protégés

9.1 **SI OUI**, existe-t-il différents types d'approches pour assurer un accès égal aux différentes populations les plus à risque et/ou aux autres sous-populations vulnérables ?

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, expliquer brièvement les différents types d'approches pour assurer un accès égal à des populations différentes :

Existence des programmes en faveur des PS, HSH, Populations Carcérales, personnes handicapées etc.:

10. Le pays dispose-t-il d'une politique interdisant le dépistage du VIH dans le cadre global de l'emploi (recrutement, affectation/mutation, nomination, promotion, licenciement) ?

Oui	Non X
-----	-------

11. Le pays dispose-t-il d'une politique garantissant que les protocoles de recherche sur le VIH impliquant des sujets humains sont examinés et approuvés par un comité d'éthique national/local ?

Oui X	Non
-------	-----

11.1 **SI OUI**, le comité d'éthique inclut-il des représentants de la société civile y compris les personnes vivant avec le VIH ?

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, décrire l'approche et l'utilité de ce comité :

- Veuillez aux respects des aspects liés à l'éthique,
- Exploitation, validation et utilisation des résultats
- Garantir l'innocuité des Essais et les dommages possibles pour les PVVIH et leurs prises en charge

12. Le pays dispose-t-il des mécanismes ci-après de suivi et d'application des droits de la personne ?

– Existence d’institutions nationales indépendantes pour la promotion et la protection des droits de la personne, y compris des commissions pour les droits de la personne, des commissions pour la réforme des lois, des observateurs et des médiateurs s’occupant des questions relatives au VIH dans le cadre de leur fonction

Oui X	Non
-------	-----

– Points focaux au sein du ministère de la santé et d’autres ministères ayant pour fonction de surveiller les infractions aux droits de la personne et la discrimination liées au VIH dans des domaines comme le logement ou l’emploi. ?

Oui X	Non
-------	-----

Existence des CSLS dans les différents Départements Ministériels

– Indicateurs de performance ou de référence concernant le respect des droits de la personne dans le contexte des efforts de lutte contre le VIH

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, pour l’une quelconque des questions ci-dessus, donner quelques exemples :

- Elaboration d’un modèle AIM Mali, AIM pour les Religieux,
- La prêche dans les mosquées (Lecture de « Kut-ba).
- Caravanes transfrontalières et nationales des leaders religieux contre la stigmatisation
- Prêches (chaque mercredi) d’un imam au siège de l’Association AMAS-AFAS.
- Appui de la Ligue des juristes pour le développement et les droits de l’Homme aux groupes de paroles des associations des PVVIH,
- Contribution de plus en plus importantes aux Téléthons pour le soutien aux enfants infectés et affectés par le VIH,

13. Au cours des deux dernières années, les membres du système judiciaire (notamment les conseils de prud’hommes/ tribunaux du travail) ont-ils été formés/sensibilisés aux questions touchant le VIH et les droits de la personne qui peuvent se poser à eux dans le cadre de leurs fonctions ?

Oui X	Non
-------	-----

14. Les services d’appui juridique suivants existent-ils dans le pays ?

– Systèmes d’assistance juridique pour la prise en charge des personnes vivant avec le VIH

Oui X	Non
-------	-----

Existence d’un Projet Pilote pour veiller à la qualité des services offerts aux PVVIH(monitoring parle citoyens) avec l’appui de HPI

Etude sur l’index du Stigma avec l’appui de ONUSDA

–

Oui	Non X
-----	-------

– Programmes d’éducation et de sensibilisation destinés aux personnes vivant avec le VIH au sujet de leurs droits

Oui X	Non
-------	-----

15. Existe-t-il des programmes visant à réduire la discrimination et la stigmatisation des personnes touchées par le VIH ?

Oui X	Non
-------	-----

SI OUI, comment ces programmes sont-ils véhiculés ?

par les médias	Oui X	Non
par l'enseignement scolaire	Oui X	Non
par des personnalités s'exprimant souvent à ce sujet	Oui X	Non
Autre : [insérer] - A travers les VAD/CCC - Tournées nationales de lutte contre la stigmatisation (RMAP+, les religieux) - Appui en brochures sur la loi VIH de RMAP+ à la mission nationale de supervision formative des CCDV organisée par le SEHCNLS - Diffusion des Spots radio et TV - Affiches - Témoignages des PVVIH lors des campagnes de sensibilisations des Ongs	Oui X	Non

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux politiques, lois et règlements pour la protection et la promotion des droits de l'homme eu égard au VIH/sida en vigueur en 2010 ?											
Très médiocre						Excellent					
0	1	2	3	4	5	6	7	8 X	9	10	
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2010 ?</i>											
<p><i>Loi N°06-028 du 29 juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH et le SIDA qui est en relecture</i></p> <p><i>Développement de projet « Droits Humains et VIH par RMAP+ »</i></p> <p><i>Edition 2009 du Téléthon,</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Octroi de logements sociaux aux PVVIH, - Octroi de terrain pour construction de siège ou exploitation pour les travaux champêtres - Décoration de Sept PVVIH « chevalier de l'ordre national » - Appui scolaire et psycho social aux OEV/VIH - Appui du budget d'Etat , du MAP et les PTF aux RMAP+ - L'appui de l'ONUSIDA et UNESCO à la création de l'association des enseignants vivants avec le VIH 											
<i>Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?</i>											

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts destinés à faire appliquer les politiques, lois et règlements en vigueur en 2010 ?											
Très médiocre						Excellent					
0	1	2	3	4	5	6	7 X	8	9	10	
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i>											
<ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup de messages en matière de lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées aux infections sexuellement transmissibles ont été véhiculé, - La Prévention de la transmission mère-enfant a été renforcée et décentralisée - Initiation de programme conjoint TB/VIH 											

- Décentralisation des actions du RMAP+ à travers le renforcement de ses coordinations régionales et création d'une nouvelle (Gao)

Le RMAP+ dispose d'un document national d'orientation stratégique 2012-2014 et d'un Plan d'action 2012

Le RMAP+ dispose d'une coordination nationale, de Quarante Associations regroupées au sein de SEPT coordinations régionales

-Augmentation du nombre de centres de prise en charge.

Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?

- La lenteur dans la révision de certains articles de la loi N°06 /028 du 29 juin 2006

- La lenteur dans la création de structures juridiques pour la défense des droits et devoirs des PVVIH

II. PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE*

1. Dans quelle mesure la société civile a-t-elle contribué au renforcement de l'engagement politique des principaux dirigeants et à la formulation des stratégies/ politiques nationales ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

Commentaires et exemples :

- Participation à l'élaboration du cadre stratégique national (CSN) de lutte contre le SIDA,
- Participation à l'élaboration du document projet pour soumission au financement Fonds Global,
- Mise à disposition des expériences pilotes de la société civile auprès du secteur public et le secteur privé
- Participation de la société civile à l'élaboration des différents plans sectoriels
- Participation active de la société civile à tous les niveaux de responsabilités et d'applications sur le terrain
-
- Participation de la société civile à toutes les conférences internationales sur le VIH et le SIDA (CISMA, Conférence Mondiale, Conférence Francophone)

2. Dans quelle mesure les représentants de la société civile ont-ils participé au processus de planification et de budgétisation du Plan stratégique national de lutte contre le VIH ou au plan d'action le plus récent (ex : en assistant aux réunions de planification et en révisant les projets) ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

Commentaires et exemples :

- Participation à l'élaboration et la production de tous les documents stratégiques dans la riposte contre le VIH et le SIDA (CSN, CSRLP,..)
- Elaboration, mise en œuvre du Plan d'Assistance Technique, Plan de suivi des Actions de lutte contre le sida y compris la PTME
- La Présidence du CCM revient à la société civile,
- La société civile est bénéficiaire principale dans le cadre du Round 8 Fonds Mondial à travers le Plan/Mali,

3. Dans quelle mesure les services dispensés par la société civile dans les domaines de la prévention, du traitement, des soins et du soutien relatifs au VIH sont-ils inclus dans

a. la stratégie nationale de lutte contre le sida ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

b. le budget national consacré à la lutte contre le sida ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

c. les rapports nationaux de lutte contre le sida ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

* La société civile inclut notamment : les réseaux de personnes vivant avec le VIH, les organisations féminines, les organisations de jeunes, les organisations confessionnelles, les organisations de prise en charge du sida, les organisations communautaires, les organisations des groupes les plus affectés (notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les populations migrantes/déplacées, les détenus), les organisations de travailleurs, les organisations de droits de la personne, etc. Aux fins de l'Indice, le secteur privé fait l'objet d'une section distincte

Commentaires et exemples :

- ARCAD /SIDA a en charge l'installation des USAC au sein des CSRef,
- Les organisations de la société civile sont impliquées à l'atteinte des objectifs du CSN,
- Les Organisations des PVVIH sont impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes de lutte contre le VIH,

4. Dans quelle mesure la société civile a-t-elle été conviée dans le cadre du suivi et de l'évaluation (S/E) de la riposte au VIH

a. à l'élaboration du plan national S/E ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

b. à participer au comité/groupe de travail national S/E responsable de la coordination des activités S/E ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

c. aux efforts S/E au niveau local ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

Commentaires et exemples :

- La structuration du HCNLS est faite de 1/3 pour le Secteur Public, 1/3 pour la Société Civile et 1/3 pour le Secteur Privé
- La société civile est membre du GTSEN (groupe technique du suivi et d'évaluation nationale)

5. Dans quelle mesure la représentation du secteur de la société civile dans les efforts de lutte contre le VIH/sida reflète-t-elle sa diversité (p. ex., réseaux de personnes vivant avec le VIH, organisations de professionnel(le)s du sexe, organisations confessionnelles) ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

Commentaires et exemples :

- -Existence au sein de la société civile dans sa grande diversité de grands réseaux d'organisations dans la riposte contre le VIH et le Sida
-
- RMAP+ :
- -Alliance des Religieux
- -CAFO
- -ARCAD/SIDA
- -Réseau national des Pairs Educateurs
- -Réseau national des jeunes,
- RENAJEM
- RONGAS
- Réseau national des Syndicats des travailleurs,
- -SOUTOURA pour les Professionnelles de sexe

6. Dans quelle mesure la société civile a-t-elle la possibilité d'avoir accès à :

a. une aide financière suffisante pour mettre en oeuvre ses activités dans le domaine du VIH ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

b. un soutien technique adéquat pour mettre en oeuvre ses activités dans le domaine du VIH ?

Faible

Grande

0	1	2	3	4	5X
---	---	---	---	---	----

Commentaires et exemples :

- La société civile est bénéficiaire principale du Fonds Mondial Round 8,
-
- La participation de la société civile aux processus de soumission des propositions du Mali au Fonds Mondial (atelier d'orientation, commission de rédaction de la proposition, atelier de validation)

7. Quel pourcentage des programmes/services VIH ci-après estime-t-on être assuré par la société civile ?

Prévention pour les jeunes	<25%	25-50%	51-75%	>75%
Prévention pour les populations les plus à risque				
- Consommateurs de drogues injectables	<25%	25-50%	51-75%	>75%
- Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	<25%	25-50%	51-75%	>75%
- Professionnel(le)s du sexe	<25%	25-50%	51-75%	>75%
Dépistage et conseil	<25%	25-50%	51-75%	>75%
Réduction de la stigmatisation et de la discrimination	<25%	25-50%	51-75%	>75%
Services cliniques (ART/IO)*	<25%	25-50%	51-75%	>75%
Soins à domicile	<25%	25-50%	51-75%	>75%
Programmes pour les OEV**	<25%	25-50%	51-75%	>75%

*ART= Traitement antirétroviral ; IO= Infections opportunistes

**OEV= Orphelins et autres enfants vulnérables

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts visant à accroître la participation de la société civile en 2010 ?										
Très médiocre						Excellent				
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i>										
<ul style="list-style-type: none"> • Journées communautaires de ARCAD et ses sous bénéficiaires, • La semaine thérapeutique organisée par ARCAD SIDA avec les Patients sous ARV • Les activités de pouvoir partager leurs statuts avec les conjoints organisées par ARCAD SIDA • Contribution de la société civile aux journées scientifiques de lutte contre le VIH et le SIDA 										
<i>Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?</i>										
- Insuffisance des capacités des structures de la société civile dans les prestations de services										

III. PRÉVENTION

1. Le pays a-t-il recensé les besoins particuliers en programmes de prévention du VIH ?

Oui	X	Non
-----	---	-----

SI OUI, comment ces besoins particuliers ont-ils été déterminés ?

- Etude de la vulnérabilité des jeunes face au VIH
- Enquêtes ISBS, Surveillance Sentinelle, EDSM
- Rencontres (réunions de concertation et de planification, ateliers etc.) avec la participation de l'ensemble des acteurs des secteurs Public, Privé, Société Civile et partenaires techniques et financiers

SI NON, comment les programmes de prévention du VIH sont-ils intensifiés ?

1.1 Dans quelle mesure les programmes de prévention du VIH ont-ils été mis en oeuvre ?

Élément de prévention du VIH	La majorité des personnes qui en ont besoin y ont accès		
Sécurité transfusionnelle	D'accord	Pas d'accord	S/O
Précautions universelles en milieu sanitaire	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prévention de la transmission mère-enfant du VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
IEC* sur la réduction des risques	D'accord	Pas d'accord	S/O
IEC* sur la réduction de la stigmatisation et de la discrimination	D'accord	Pas d'accord	S/O
Promotion des préservatifs	D'accord	Pas d'accord	S/O
Conseil et test VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Réduction des risques pour les consommateurs de drogues injectables	D'accord	Pas d'accord	S/O
Réduction des risques pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	D'accord	Pas d'accord	S/O
Réduction des risques pour les professionnels (le)s du sexe	D'accord	Pas d'accord	S/O
Services de santé reproductive y compris la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles	D'accord	Pas d'accord	S/O
Enseignement relatif au VIH en milieu scolaire pour les Jeunes	D'accord	Pas d'accord	S/O
Programmes de prévention du VIH destinés aux jeunes non scolarisés	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prévention du VIH sur le lieu de travail	D'accord	Pas d'accord	S/O
Autres : - <i>Les Personnes Handicapées</i>	D'accord	Pas d'accord	S/O

* IEC = Information, éducation et communication

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de *mise en oeuvre* des programmes

de prévention du VIH en 2010 ?											
Très médiocre									Excellent		
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9X	10	
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i>											
<ul style="list-style-type: none"> • Création de sites CDV : 307 • - Mise en œuvre de la Stratégie avancée de dépistage du VIH • Mise à disposition de 12 889 463 de préservatifs à tous les niveaux en 2009 • Création d'associations et de coordination d'associations de PVVIH 											
<i>Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?</i>											
<ul style="list-style-type: none"> • Stigmatisation • Insuffisance dans la couverture des structures de prévention, PTME, CDV • Insuffisance de moyens financiers 											

IV. TRAITEMENT, SOINS ET SOUTIEN

1. Le pays a-t-il recensé les besoins concrets en services de traitement, de soins et de soutien du VIH ?

Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
---	------------------------------

SI OUI, comment ces besoins ont-ils été déterminés ?

- Etude sur la prise en charge des OEV
- Missions de suivi et de supervision
- Revues annuelles
- Rencontres (réunions de concertation et de planification, ateliers etc.) avec la participation de l'ensemble des acteurs des secteurs Public, Privé, Société Civile et partenaires techniques et financiers

SI NON, de quelle façon l'intensification des services de traitement, de soins et de soutien du VIH est-elle réalisée ?

1.1 Dans quelle mesure les services de traitement, de soins et de soutien du VIH ont-ils été mis en oeuvre ?

Services de traitement, de soins et de soutien relatifs au VIH et au sida	La majorité des personnes qui en ont besoin y ont accès		
Traitement antirétroviral	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins nutritionnels	D'accord	Pas d'accord	S/O
Traitement pédiatrique du sida	D'accord	Pas d'accord	S/O
Traitement des infections sexuellement transmissibles	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soutien psychosocial des personnes vivant avec le VIH et de leurs proches	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins à domicile	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins palliatifs et traitement des infections courantes liées au VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Conseil et test VIH pour les patients atteints de tuberculose	D'accord	Pas d'accord	S/O
Dépistage de la tuberculose chez les personnes infectées par le VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prophylaxie antituberculeuse chez les personnes infectées par le VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Lutte contre la tuberculose dans les services de traitement et de soins du VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prophylaxie par cotrimoxazole parmi les personnes infectées par le VIH	D'accord	Pas d'accord	S/O
Prophylaxie post-exposition (ex : exposition au VIH dans le cadre du travail, viol)	D'accord	Pas d'accord	S/O
Services de traitement du VIH sur le lieu de travail ou systèmes d'orientation-recours pour ce traitement par l'intermédiaire du lieu de travail	D'accord	Pas d'accord	S/O
Soins et soutien pour le VIH sur le lieu de travail (y compris aménagement des horaires de travail)	D'accord	Pas d'accord	S/O
Autres programmes :	D'accord	Pas d'accord	S/O

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts de <i>mise en oeuvre</i> des programmes de traitement, de soins et de soutien du VIH en 2010 ?										
Très médiocre						Excellent				
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i> - Sites de Prise en charge ARV adultes: 74 - Sites de prise en charge pédiatrique : 45 - Patients sous ARV (Adultes et enfants): initiés : 35 563 suivis : 24 778 - Appuis à 10614 OEV <i>Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?</i> - Insuffisance de couverture par le laboratoire pour le suivi biologique des patients sous ARV - Mécanisme de gestion des personnes sous ARV perdues de vue - Insuffisance dans la prise en charge des OEV - Insuffisance de moyens financiers										

2. Le pays dispose-t-il d'une politique ou d'une stratégie qui traite des besoins supplémentaires relatifs au VIH/sida des orphelins et des autres enfants vulnérables ?

Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non	S/O
---	-----	-----

2.1 **SI OUI**, le pays utilise-t-il une définition opérationnelle des orphelins et des autres enfants vulnérables?

Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non
---	-----

2.2 **SI OUI**, le pays dispose-t-il d'un plan d'action national destiné expressément aux orphelins et aux autres enfants vulnérables ?

Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non
---	-----

2.3 **SI OUI**, le pays a-t-il estimé le nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables qui bénéficient des interventions en place ?

Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non
---	-----

SI OUI, quel est le pourcentage d'orphelins et autres enfants vulnérables qui en bénéficient ?
16,8% (estimation EPP/ Spectrum, Mai 2009 pour le dénominateur)

Dans l'ensemble, quelle note attribueriez-vous aux efforts visant à répondre aux besoins des orphelins et autres enfants vulnérables en matière de services VIH en 2010										
Très médiocre						Excellent				
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Quelles ont été les principales réalisations dans ce domaine depuis 2009 ?</i> <i>Elaboration du Plan national de prise en charge des OEV</i> <i>Quels problèmes faut-il encore surmonter dans ce domaine ?</i> <i>Insuffisance dans la prise en charge des OEV</i>										

La prise en compte des enfants infectés qui entrent dans la période de l'adolescence